

RUDOLF AUGSTEIN

Le Général De Gaulle et les rapports Franco-Allemands

*La politique étrangère de la France est-elle un exemple
pour l'Allemagne ?*

Il serait surprenant qu'une revue française consacrée à l'Allemagne ne s'intéressât pas aux rapports franco-allemands. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le traité qui devait être le couronnement de la carrière du vieux Chancelier Adenauer n'a pas répondu, sur le plan politique, aux espoirs que certains avaient mis en lui. En cette fin d'année 1965, il apparaît que ce qui sépare les deux pays est plus important que ce qui peut encore les rapprocher. En République Fédérale, les « Atlantiques » sont violemment hostiles au Général de Gaulle, et les « Gaullistes allemands » ont de plus en plus de mal à maintenir leurs positions. C'est pourquoi il nous a paru important de donner la parole à un Allemand qui, bien que peu conformiste, jouit dans son pays d'une certaine audience, concrétisée par les 700.000 exemplaires hebdomadaires du magazine « Der Spiegel ».

Rudolf Augstein a bien voulu rassembler, pour les présenter à un public français, des idées qui lui sont chères et qu'il a eu l'occasion d'exprimer, de façon plus dispersée, dans des conférences et des articles récents. J'ai moi-même trop souvent reproché amicalement à Rudolf Augstein sa partialité — et surtout celle du « Spiegel » — vis-à-vis de la France pour ne pas rendre hommage à son effort d'objectivité et de clarté, pour lequel nous le remercions bien sincèrement.

F. L.

Les Allemands veulent qu'on les aime — comme les Américains ! Un nouvel ambassadeur à Bonn ne peut

guère commencer sa carrière en République Fédérale sans qu'on dise de lui qu'il est un ami de l'Allemagne, ce qui au fond est une affirmation somme toute dangereuse pour les deux parties, comme le prouve l'histoire de la diplomatie. Un homme a des amis, une nation ne saurait en avoir. Celui qui a dit cela est celui-là même qu'on veut présenter comme étant le garant par excellence de l'amitié franco-allemande : le Général de Gaulle.

Le problème que le Général de Gaulle nous amène, Français et Allemands, à nous poser, peut se laisser réduire à un schème simplifié. Essayons d'imaginer quelle politique aurait suivie la France depuis 1945, si elle avait toujours été aussi indépendante qu'elle l'est aujourd'hui. Essayons de prolonger au delà de 1945 la ligne traditionnelle de la politique française. Dessinons en regard la ligne réelle de la politique suivie par le Général de Gaulle. En faisant cela, nous séparons le problème personnel du problème général et nous tirons les conséquences d'une idée que le Général de Gaulle a peut-être poussée un peu loin, mais qui au fond est indiscutable : les circonstances changent, le caractère des Etats demeure.

Il me semble qu'une partie des misères actuelles de l'Europe doit être mise sur le compte de politiciens trop exaltés qui, après 1945, ont essayé de ne pas tenir compte des intérêts des Etats — qui sont aussi les intérêts des peuples — ou, ce qui est pire encore, de nier leur existence. Ceci ne vaut pas pour l'Angleterre, l'Italie et le Bénélux. En fait ceci ne concerne aucun pays d'Europe, en dehors de la France et de l'Allemagne. Si nous l'admettons, le problème européen se réduit, au moins pour un temps, à la question suivante : Les intérêts — disons « éternels » de la France — sont-ils compatibles avec les intérêts « éternels » de l'Allemagne ? Dans l'affirmative, les deux pays pourraient se demander si les intérêts britanniques seraient conciliables avec ceux de la France et de l'Allemagne. S'ils ne l'étaient pas l'idée d'une Europe unie serait absurde, au moins pour notre génération.

Lorsque l'Allemagne et la France eurent surmonté la guerre hitlérienne, elles étaient toutes les deux, au moins dans un avenir prévisible, hors d'état de s'opposer dans un conflit armé. Pour un temps plus limité, elles avaient ceci de commun qu'elle ne pouvaient pas se tirer d'affaire toutes seules. L'Allemagne Fédérale et la France

étaient dépendantes des Etats-Unis. La situation a changé : la France, en partie avec l'aide américaine et en partie sans elle, a maintenant derrière elle son processus d'adaptation aux données du xx^e siècle, et par là-même elle s'est rendue largement indépendante des U. S. A. Par contre la République Fédérale n'a pas réussi à résoudre les problèmes allemands résultant de la guerre hitlérienne, elle est restée sous la dépendance des Etats-Unis.

Il ne s'agit pas de discuter ici si ces situations opposées sont irréductibles ou si les temps et la bonne volonté permettront un rapprochement. Il faut dire en tout état de cause que la position du Général de Gaulle n'est pas uniquement imputable à son caractère autoritaire, mais qu'elle résulte en partie — et en partie seulement — de l'indépendance relative que la France a acquise depuis l'arrivée au pouvoir du général. On doit admettre comme possible que les successeurs du général poursuivront cette partie de sa politique qui correspond aux positions objectives et aux possibilités de la politique nationale traditionnelle de la France du xx^e siècle.

Aucun gouvernement français par exemple ne saurait admettre que la République Fédérale entre comme associée dans un Club militaire atomique germano-américain. Une évolution dans ce sens amènerait nécessairement tout gouvernement français à chercher un contre-poids. Eliminons de la politique française le facteur de Gaulle, il reste que l'intérêt le plus immédiat de la France est de ne pas se laisser entraîner dans une guerre qui serait provoquée par les aspirations de la République Fédérale. Ainsi s'est établi spontanément un certain accord, généralement tacite, avec les Etats communistes de l'Europe orientale, accord qui se rattache à la ligne la plus classique de la politique française. Les intérêts des Etats peuvent rester dissimulés un certain temps par suite de circonstances exceptionnelles, ils réapparaissent à nouveau lorsque la situation redevient normale. C'est l'expérience que nous faisons aujourd'hui. Ce qui caractérisait la grande époque européenne de 1950 à 1954, c'était le mépris des traditions fondamentales de la France et de l'Allemagne. Elles furent refoulées et mises sous le boisseau, en tout cas on n'essaya pas de les con-

cilier, comme si elles allaient disparaître d'elles-mêmes par le simple fait qu'on repartait sur des bases nouvelles sans tenir compte de leur existence. L'entreprise ne manquait pas d'ampleur. Elle répondait à un besoin ressenti par beaucoup à la suite des deux grandes catastrophes que furent la première et la seconde guerre mondiales. Il faut bien pourtant reconnaître aujourd'hui que c'était un mauvais calcul. En voulant masquer sous une simple formule des éléments inconciliables, on se condamnait à l'échec. Le double terrain sur lequel on voulait construire s'effondra. L'Assemblée Nationale française refusa de faire le saut dans un avenir incertain. On blâma beaucoup la France à cette époque, alors qu'elle avait simplement agi de façon raisonnable. Ses intérêts, encore fixés en Afrique du Nord et dans le Sud-Est asiatique, ne s'accordaient pas avec ceux de la République Fédérale dont les mots d'ordre étaient Magdebourg et Berlin. Si le traité sur la Communauté Européenne de Défense avait été ratifié, il était dans la nature des choses qu'il ne fût pas appliqué.

Les Gouvernements des Six se lancèrent ensuite dans l'expérience du Marché Commun. On était devenu plus sage et on fit de la suppression des barrières douanières la base de toute l'évolution future. L'entreprise est florissante. L'Union douanière est en train de se transformer en Communauté économique. Pourtant les intérêts et les objectifs politiques des deux principaux partenaires ne coïncident pas encore.

Ce n'est donc pas un hasard si la France pose maintenant la question de « l'Europe européenne ». La Communauté économique en effet, selon les objectifs qui furent posés au départ par ses fondateurs, doit évoluer vers une Communauté politique. La France, selon son point de vue, croirait agir avec légèreté si elle ne faisait connaître maintenant ses conditions, qui doivent être discutées à fond. Mais quelle est la volonté de la France ? C'est là qu'il est plus difficile que jamais de faire le départ entre la politique française et ses actuelles méthodes gaulliennes, entre les jugements du Général et ceux de cette France qui lui survivra.

Sans doute les paysans français veulent-ils le Marché Commun. Mais ils se contenteraient aussi bien de subventions de l'Etat. Bien sûr l'industrie française veut le

Marché Commun. Mais elle a acquis son autonomie économique ; le Général ne lui cédera que s'il ne peut faire autrement. Il est bien certain que de Gaulle ne reconnaîtra d'autre « volonté de la France » que la sienne propre. Quelle est donc la volonté de la France ?

Ceux qui disent que de Gaulle s'oppose à toute évolution de l'Europe dans une direction supranationale, qu'il veut chasser les Anglo-saxons du continent européen, qu'il veut conserver à la France le privilège de la bombe atomique, peuvent apporter des arguments très convaincants. Ceux qui critiquent ses attitudes et ses méthodes peuvent dresser une longue liste de récriminations. Sans doute ont-ils raison lorsqu'ils affirment qu'il est difficile sinon impossible, de conclure un pacte avec de Gaulle. Mais tout cela ne nous dispense pas de nous donner la peine d'examiner ses objections. Si elles sont valables, elles nous touchent, même s'il ne les avance que pour des raisons tactiques. Il est fort possible qu'il ne veuille pas du tout de Communauté économique, mais seulement une Union douanière avantageuse pour la France. Il est fort possible qu'il ne veuille pas reconnaître un droit quelconque à une Assemblée européenne, mais comment lui reprocher de demander à savoir où doit conduire l'itinéraire politique ? Il se peut qu'il veuille maintenir l'Angleterre hors du Marché Commun et de l'Europe. Mais peut-on le réfuter lorsqu'il affirme qu'on ne peut parler sérieusement de supranationalité et réclamer en même temps une participation de la Grande-Bretagne ? (Bien entendu l'argument opposé se présente immédiatement : tant que de Gaulle s'oppose à la supranationalité il n'y a aucune raison d'exclure la Grande-Bretagne). Il se peut que la politique de de Gaulle n'ait pas d'autre but que l'hégémonie de la France et le renforcement de sa gloire personnelle. Mais si en cherchant à atteindre ces buts il invoque des faits indiscutables, ce n'est pas en s'indignant qu'on pourra le réfuter, mais en lui opposant une conception différente. Ses adversaires sont les uns trop indigents pour élaborer une telle conception, les autres trop empêtrés dans leurs difficultés quotidiennes, les autres enfin redoutent sa colère. Mais Machiavel savait déjà qu'on n'évite pas un malheur en reculant devant lui.

On devrait causer avec de Gaulle, non pas en tête à

tête, mais publiquement. On devrait examiner ses conceptions et lui répondre publiquement. Ce qu'il veut, il le dit et il le répète inlassablement, à haute et intelligible voix et ce qu'il dit n'est pas toujours obscur. Pourquoi ne pas lui parler clairement ? Pourquoi n'y a-t-il pas de dialogue ? — Peut-être nos ministres craignent-ils la rupture — une rupture qui d'ailleurs ne pourrait se produire que si quelqu'un la voulait absolument. C'est sans doute la moindre raison : en fait nous ne parlons pas haut et clair, parce que nous n'avons rien à dire, et que nous n'osons pas nous avouer à nous-mêmes cette carence. Si on veut vraiment fonder l'Europe, il faudra savoir sur quelles bases, même au prix d'une rupture avec de Gaulle, et peut-être avec la France. Comme pour le moment la France ne possède qu'une seule voix, celle du Général, il est inutile de s'enfermer dans un silence maussade ou d'attendre la disparition du grand homme. C'est la République Fédérale qui, au grand jour, devrait entamer avec lui le dialogue.

Dans la perspective de de Gaulle, selon l'expression qu'en a donnée son Ministre des Affaires Etrangères, les causes de la situation anormale créée en 1945 par les nécessités de la reconstruction et le souci de la sécurité commune ont presque complètement disparu. Deux grands Etats sont parvenus au sommet de la puissance, parce que les autres Etats se trouvaient provisoirement affaiblis. Tous les deux cherchent naturellement à étendre leur hégémonie bien au delà de leurs frontières. Les moyens employés par les U.S.A. sont moins irritants et moins durs que ceux des Russes, affirme de Gaulle, mais la pression est la même. La méthode américaine consiste à offrir aide et protection et, le cas échéant — et c'est le point essentiel — à intervenir par les armes, comme on l'a vu au Vietnam, au Laos et à Saint-Domingue. C'est contre cette intervention américaine que l'Europe, d'après lui, devrait élever sa voix. Ce langage est suffisamment clair et net ; mais ce qu'il exprime est tout à fait inadmissible pour les Allemands. Ce langage et cette façon de penser empêchent dans l'immédiat la formation d'institutions politiques communes en Europe.

Pour la République Fédérale la situation est tout ce qu'on voudra, sauf normale, elle est plus anormale que jamais. La République Fédérale ne se sent pas dominée,

mais protégée par les Américains. Même si elle n'approuve pas l'action américaine au Vietnam ou à Saint-Domingue ou si elle pouvait ne pas l'approuver, elle n'élèverait pas la voix pour une critique, fût-elle la plus discrète. Le Gouvernement fédéral ne désire pas un affaiblissement, mais un renforcement de la protection américaine, en particulier pour Berlin-Ouest, car l'Europe ne peut pas à elle seule garantir la sécurité de cette ville et on ne peut guère prévoir le moment où, militairement, elle serait en mesure de le faire.

De même la situation intérieure de l'Europe a été définie par de Gaulle et ses porte-parole d'une façon suffisamment claire. Le premier Ministre Pompidou a dit qu'une intégration économique était impossible sans intégration politique. Une véritable intégration exige la formation d'un Etat fédéral européen. Cet état ne pourra naître que lorsqu'on aura reconnu la nécessité de son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Etre simplement le partenaire égal des Etats-Unis, comme Kennedy l'avait un jour suggéré, cela ne correspond pas à la volonté des Français. Ce qu'ils veulent, c'est que l'Europe conquière et maintienne sa liberté d'action entre les deux blocs.

On devrait s'attendre à ce que tous les partenaires de de Gaulle comprennent ce langage clair et cette position sans équivoque. Pourtant il n'en est rien. Des difficultés et des heurts se reproduisent constamment du fait que ces partenaires — et bien entendu la République Fédérale ne fait pas exception — ne veulent pas croire ce qu'il dit, refusant d'admettre ce qu'ils entendent et de voir ce qui se passe. D'autres partenaires de la France ont peut-être le loisir d'attendre que se lèvent des vents plus favorables. Mais les Allemands auraient quelque raison de se demander ce qui, dans la politique française actuelle, est imputable aux ressentiments, aux préjugés, à l'âge, à l'orgueil de Charles de Gaulle et ce qui représente les éléments d'une pensée politique permanente fondée sur des faits et des traditions. Il arrive souvent à de Gaulle de compromettre une cause juste en la mettant au service de son agressivité et en l'utilisant comme une arme. Il est évident que les Russes et les Américains ne pourront pas rester éternellement face à face au cœur de l'Allemagne. De même on peut prévoir qu'ils quitteront un jour le continent européen, et qu'ils devront d'ailleurs le quit-

ter dans l'intérêt de tous. On ne saurait reprocher à de Gaulle de penser à cette évolution peut-être lointaine, peut-être plus ou moins proche. Mais il a tort d'en parler comme si elle était déjà arrivée à son terme et comme si les seuls Américains, en maintenant égoïstement leurs bases sur son territoire, étaient l'obstacle majeur à l'évolution de l'Europe. « L'Europe européenne » dont parlent les gaullistes français n'est pas un pléonasma, c'est un but qui vaut d'être poursuivi, mais il faut voir en même temps ce que représenterait cette Europe, quelles seraient ses possibilités, quelles seraient aussi ses limites. Lorsque ceux qu'on appelle les « gaullistes allemands » nous peignent l'image d'une Europe qui serait — c'est une citation — « un pilier aussi fort et aussi sûr que le pilier américain », une seconde puissance mondiale *de l'Occident*, on peut leur répondre en affirmant que si une chose est sûre c'est que l'Europe européenne sera tout, sauf cela. Il ne suffit pas en effet d'additionner les populations, les potentiels économiques et les armées existantes, comme on le fait si volontiers en Allemagne. Une puissance mondiale n'est pas faite de la somme de ses richesses minières, de ses masses humaines et de ses techniques, il faut en plus la volonté et la conscience d'être, de devoir être une puissance mondiale. Cette volonté et cette conscience manquent à l'Europe et lui manqueront encore longtemps, sinon à jamais. Quelle nation européenne serait encore disposée aujourd'hui à assumer en un point quelconque du globe une responsabilité de puissance mondiale au prix de son sang et peut-être même de son existence ? Croit-on qu'une nation européenne accepterait, sans les Américains, de courir un risque mortel pour Berlin ? Croit-on que les peuples européens risqueraient une guerre atomique, sauf s'ils étaient directement attaqués ? — Ce rêve d'une puissance mondiale d'une importance égale à celle des Etats-Unis, ces divagations sur le « pont atlantique » avec ses deux piliers exactement symétriques, ce n'est pas seulement une chimère, c'est une prétention scandaleuse. Bien sûr Kennedy a tenu une fois ce langage (une seule et unique fois !), mais cela ne change en rien le caractère illusoire de cette belle image d'avenir. Les Allemands eux-mêmes seraient incapables de faire du continent européen une puissance mondiale, et s'ils étaient tentés de le faire, ils

auraient sûrement contre eux les autres grandes puissances et les peuples européens. C'est par un processus unique que l'Europe a perdu sa prééminence mondiale ; elle s'en est dépouillée elle-même à Verdun, à Stalingrad, à Dien Bien Phu, en Algérie et au Congo. Ce serait vraiment un phénomène contre nature que l'Europe se remette déjà à penser à un engagement à l'échelle du monde. Les habitants de ce continent veulent pour un certain temps rester au second rang, et c'est bien naturel.

La France, y compris peut-être de Gaulle, a conscience de cet état d'esprit européen, et même si elle n'en a pas conscience, elle incarne cet état d'esprit. La République Fédérale au contraire se permet vis-à-vis de l'Est une politique qui n'aurait de sens que si elle avait derrière elle une puissance mondiale. Depuis qu'il est devenu évident que les U.S.A. ne s'identifient plus avec l'Allemagne en matière de politique orientale, un grand nombre d'Allemands naïfs et oubliant le passé récent de l'Allemagne, se réclament d'une Europe grande puissance, alors que l'Europe est encore à faire. La France, la France « éternelle », la France avec et sans de Gaulle, pratique une politique allemande beaucoup plus rentable que celle de la République Fédérale :

« Comment ne pas comprendre, a dit Couve de Murville devant l'Assemblée Nationale, que la République Fédérale, à mesure que les années passent, met de plus en plus au premier plan son grand problème national encore non résolu, même si le chemin que nous lui proposons de suivre est sans doute le seul qui lui laisse espérer une solution ? » Voilà des paroles justes à mon avis. De quel chemin s'agit-il ? La France prend déjà ce chemin : collaboration avec les peuples de l'Europe de l'Est, pour frayer la voie à un rapprochement entre les Etats de l'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale. Dans ces pays, dit Couve de Murville, un vent nouveau commence à souffler, et nous n'avons pas le droit de négliger la moindre chance qui s'offre à nous. La France ne peut pas vouloir la restauration de l'Empire bismarckien par une pression politique et militaire exercée par l'Allemagne sur les Etats de l'Est. Elle ne peut vouloir davantage une Allemagne qui enlèverait des territoires aux Polonais et aux Tchèques. La restauration de l'Allemagne « par le fer et par le sang », par la pression militaire serait une

chose tout à fait inadmissible pour la France. Mais il en irait tout autrement si les Etats se trouvant dans la zone d'influence soviétique — et peut-être la Russie elle-même — retrouvaient des conditions de vie plus libérales, plus occidentales, plus européennes. Il est certain qu'alors le territoire qu'on appelle la République Démocratique Allemande serait touché, lui aussi, par cette évolution. C'est par égard pour la République Fédérale que la France fait encore exception pour la R.D.A. De toutes façons la France ne reconnaît pas des gouvernements, mais des Etats, et pour le moment, selon les vues françaises, la R.D.A. ne peut pas être encore considérée comme un Etat, parce que cela amènerait un renversement des rapports avec Bonn. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que la collaboration *aussi* avec la R.D.A. est dans la logique de la politique française, avec ou sans et après de Gaulle (1). L'esprit de tolérance, tel que M. Couve de Murville le définit, l'esprit de non-ingérence, l'esprit de refus de faire dépendre les relations internationales de critères tels que ceux de régimes politiques, économiques et sociaux, tout cela indique clairement que les Français sont disposés à tenir compte de l'existence de la R. D. A. Une Europe européenne, quel que soit le sens qu'on attribue à ce terme, conserverait la même signification avec une R. D. A. devenue plus allemande. Une Europe indépendante garderait la même signification avec une Allemagne réunifiée à l'intérieur de ses frontières actuelles. Cette Europe et cette Allemagne ne peuvent sûrement pas se faire à la de Gaulle, et sûrement pas sans les Américains. Il est impossible pour l'instant de se représenter une situation dans laquelle la République Fédérale pourrait être tentée de renvoyer poliment, contre leur gré, les troupes américaines. Un règlement qui ne

(1) Cette collaboration a déjà commencé : la part prise par Renault dans le complexe industriel de Ludwigsfelde en est un très bon exemple, sur lequel « ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI » ne manquera pas de revenir.

Signalons également, dans le Journal Télévisé de la 2ème Chaîne, le vendredi 8 octobre à 20 h. 30, une curieuse séquence sur la République Démocratique Allemande à l'occasion de son 16ème anniversaire. Le prétexte en était la visite à Berlin-Est des cosmonautes soviétiques, mais on y voyait entre autres choses un gros plan de Walter Ulbricht, seul et occupant tout l'écran. (N.d.l.r.).

serait pas garanti par l'Amérique reste impensable. Il reste cependant que le chemin tracé par la France est sans doute le seul qui peut laisser espérer à la République Fédérale une solution des problèmes allemands. Que celui qui en voit un autre veuille bien nous le dire.

La France s'accommoderait de la réunification allemande, si la chose devenait possible, mais elle poserait ses conditions ; nous ne pouvons espérer davantage. Mais il en est de même pour l'Angleterre, pour les Etats-Unis, pour la Russie bien entendu, et aussi pour la plupart des voisins européens de l'Allemagne. Il s'agit d'un problème délicat, lourd de menaces, rendu plus difficile encore par les énormes bouleversements qui caractérisent notre époque, si bien qu'un grand nombre de conditions favorables doivent d'abord être réunies. Cela ne sera pas possible sans une collaboration dans un cadre européen. Lorsque la France refuse une participation allemande à une force atomique multilatérale sous l'égide américaine et agit en conséquence, elle parle plus franchement que les Anglo-saxons, et elle parle au nom de l'Europe. Il y a antinomie entre le fait de revendiquer des territoires au delà des frontières de la République Fédérale et celui de réclamer une participation à l'armement atomique. La réunification est incompatible avec l'armement atomique de la Bundeswehr. Cela, les Anglo-saxons le savent aussi, mais seule la France, ou plus exactement seul de Gaulle l'a dit. Tout progrès en Europe Centrale suppose une normalisation de la situation de l'Allemagne de l'Est. Les trois puissances occidentales le savent, et pourtant à l'heure actuelle la France est la seule qui agisse en conséquence.

Ce qui paraît illogique et inadmissible dans les actes de Charles de Gaulle à cause de son caractère hautain et de son obsession nationaliste, prend forme et consistance si on dégage la France traditionnelle de sa couche de gaullisme, cette France traditionnelle qui est plus ancienne que les colonies maintenant perdues et dont la politique vis-à-vis des Etats communistes d'Europe pourrait aider l'Allemagne à sortir de son impasse. Après la destruction de l'Empire bismarckien, c'est la seule issue qui soit en vue.

Rudolf AUGSTEIN.